

RÉINVENTER NOTRE BASE PRODUCTIVE

Pierre Veltz, ingénieur, sociologue et économiste*.

Comment créer plus de productions locales, nationales et européennes dans une vision synergique et écologique ? Pourquoi faut-il valoriser les atouts des territoires en se recentrant sur la valeur des activités liées à l'humain ?

Analyse de Pierre Veltz.

« *Il faut relocaliser* ». Le mot d'ordre a été plébiscité par les Français lors de la pandémie du Covid. Il n'est pas propre à la France. Tout se passe comme si nos pays européens réalisaient brutalement les excès d'une globalisation dans laquelle ils ont été très fortement engagés, dont ils ont profité par la baisse des prix, et qui a, ne l'oublions pas, sorti de la misère une partie importante de la population de la planète. Nous avons découvert avec stupéfaction notre dépendance à l'égard de « *contracts manufacturers* » (fabricants à la demande) chinois pour les principes actifs de nombreux médicaments essentiels. Bien des rapports avaient pourtant tiré la sonnette d'alarme et décrit par avance le scénario de rupture. Les grands industriels assembleurs, dans divers domaines, ont réalisé qu'ils étaient dépendants de systèmes de sous-traitance et d'achats de composants en cascade dont ils avaient eux-mêmes perdu la vision complète.

Repenser notre mode de développement

Il faut se réjouir de cet appel au retour des usines, dans un pays qui a depuis longtemps une image particulièrement négative de l'industrie, dont les élites ont adhéré depuis des décennies au mythe de la société dite « post-industrielle » et qui, dans la pratique, impose souvent un parcours réglementaire éreintant aux nouvelles installations. De même, on ne peut que souscrire à la volonté de reconquérir une forme de souveraineté des biens considérés comme « essentiels » et « stratégiques » – sachant que, à mon sens, elle doit surtout s'exercer à l'échelle de l'Union européenne (UE).

Il est clair qu'il faudrait limiter les circulations planétaires parfois absurdes de composants et de biens, et aller vers la création d'ensembles locaux, nationaux et européens plus cohérents, plus synergiques, plus écologiques. Méfions-nous toutefois de l'illusion lyrique d'un retour massif des unités « délocalisées ». Si les règles internationales ne changent pas, les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Et il faut surtout penser cette reconstruction dans une optique tournée vers l'avenir, celle de l'émergence d'une *nouvelle base productive*, valorisant nos atouts en compétences, prenant vraiment à bras le corps l'urgence climatique, innovant dans le

partage du pouvoir dans l'entreprise et la mobilisation effective de la créativité des salariés. La crise actuelle est l'occasion de repenser notre mode de développement, y compris les bases de notre compétitivité marchande. Celle-ci doit être plus fermement ancrée dans les territoires, mais le repli local dont rêvent certains n'est pas la solution.

L'économie du « *made in monde* »

Rappelons d'abord quelques éléments factuels. Le « *made in France* » (notion complexe en raison de l'internationalisation des chaînes de valeur) ne représente plus qu'un gros tiers des biens manufacturés consommés par les ménages, l'essentiel des importations venant non pas de Chine, mais de nos voisins de l'UE. C'est évidemment trop peu, et toutes les politiques visant à augmenter cette part, par exemple par les politiques d'achats plus ciblées des grandes firmes et des pouvoirs publics, sont bienvenues.

L'interdépendance industrielle mondiale de la France. Le sujet majeur est celui de notre position dans les chaînes de valeur internationalisées qui, depuis les années 1990, ont fragmenté à l'extrême les circuits productifs, conduisant au « *made in monde* » et à une très forte interdépendance industrielle mondiale. Les grandes firmes françaises ont été très actives dans ce mouvement, investissant principalement à l'étranger, pour aller chercher des conditions de production plus « favorables » (coûts de main-d'œuvre moindre, réglementations diverses et notamment environnementales) mais aussi pour s'implanter sur les marchés en croissance – à la différence des firmes allemandes, qui positionnées sur des créneaux à plus forte valeur ajoutée, ont pu continuer à utiliser le territoire allemand, fortement adossé aux pays d'Europe centrale, comme base de production et d'exportation.

En France, une part importante de nos PME travaille en sous-traitance pour les grands groupes : elles sont donc très dépendantes de cette économie française *off-shore*, dont on sous-estime toujours l'ampleur (de l'ordre de 6 millions d'emplois à l'étranger, dont 3,5 millions dans les services, soit près du tiers de l'emploi marchand). De ce fait, notre économie très extravertie est aussi particulièrement vulnérable aux mesures de rétorsion que provoquent inévitablement les choix protectionnistes.

L'avenir est aux écosystèmes territoriaux. Un deuxième constat est que de nombreuses firmes, et aussi certains économistes, ont considéré que dans les schémas de la mondialisation, l'important était de garder sur le sol national les fonctions de pilotage et les fonctions amont de type Recherche et Développement ou marketing global, alors que les activités de fabrication, correspondant à une part décroissante voire minoritaire de la valeur ajoutée, pouvaient être délocalisées sans dommage. Cette vision s'est traduite dans le fameux slogan de l'industrie *fabless* (sans

usines). Elle s'est révélée particulièrement néfaste, car elle a oublié que les compétences de fabrication, une fois perdues, étaient impossibles à ressusciter. Et elle est aujourd'hui démodée. En effet, plus on se rapproche de la frontière technologique, autour de processus ou de produits innovants, plus l'interaction permanente entre usines, laboratoires, mais aussi clients et usagers, est vitale. Les grands schémas de division spatiale du travail séparant les manuels des intellectuels, pour dire les choses de manière un peu caricaturale, sont donc une vision du passé. L'avenir est à des écosystèmes plus ramassés, hautement interactifs, où toutes sortes de compétences coopèrent de manière ouverte. Et la compétition internationale se joue entre ces écosystèmes territoriaux, plus qu'entre firmes isolées ou entre nations prises globalement.

Le problème de l'empreinte carbone des biens consommés. Troisième fait qu'il faut garder à l'esprit : du point de vue écologique, le problème du « *made in monde* » est moins celui des coûts de transport et des distances parcourues par les biens (intermédiaires ou finaux) que celui des possibilités ouvertes aux entreprises de produire dans des conditions anti-écologiques. Certes, le transport maritime massifié qui est la colonne vertébrale de la mondialisation est polluant, scandaleusement sous-réglementé sur le plan social et environnemental, mais le carbone ajouté par unité de produit est très faible (bien inférieur à celui des transports terrestres terminaux) et l'effet principal est d'augmenter considérablement l'empreinte carbone réelle de nos pays relativement vertueux en important du carbone et de la pollution, cachés dans les biens que nous consommons.

Le dernier rapport du Haut Conseil pour le Climat¹ évalue ainsi à 11,5 tonnes équivalent CO₂ l'empreinte carbone moyenne des Français alors que les émissions sur le sol national sont d'environ 5 tonnes. Sur ce sujet, comme sur bien d'autres (régulation des investissements, règles commerciales, propriété intellectuelle) nous ne sommes pas condamnés au choix binaire entre protectionnisme et sacralisation de la liberté des échanges. La création d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe et la mise en œuvre d'une politique de réciprocité dans les obligations liées aux investissements changeraient la donne.

Un tournant dans la globalisation

Avant même la pandémie, qui va sans doute accélérer les choses, la globalisation avait déjà commencé à changer de visage, sous l'impulsion des firmes elles-mêmes.

¹Haut Conseil pour le climat, *Redresser le cap, relancer la transition*, octobre 2020
<https://www.hautconseilclimat.fr/publications/rapport-annuel-2020/>

Contrairement à ce qu'ont affirmé trop vite certains économistes, en notant le décrochage survenu après la crise financière entre la croissance des échanges internationaux et celle du PIB mondial, il n'y a pas de déglobalisation. Cependant, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, encore non stabilisée.

Des échanges « régionalisés ». D'abord, les échanges se sont fortement « régionalisés ». Apparaissent ainsi trois grands ensembles, relativement découplés : la Factory Asie, la Factory Europe, autour du *hub* allemand, et la Factory nord-américaine ; la Chine gardant toutefois une position particulière de pivot du système manufacturier mondial.

Un contexte global, national et local plus diversifié. Chacun voit aussi que le contexte global a complètement changé, avec le retour en fanfare de la géopolitique de puissance, la guerre commerciale sino-américaine, le reflux général des accords multilatéraux. Les entreprises savent qu'elles devront désormais combiner leurs objectifs globaux avec des adaptations nationales et locales beaucoup plus diversifiées et flexibles. À quoi pourrait ressembler cette nouvelle phase ?

Des transferts de valeur en raison des progrès numériques. Il y aura sans doute une moindre circulation des flux d'échanges physiques de composants et de produits finis, qui pourront être dupliqués et « customisés » localement. Le développement de modèles virtuels de plus en plus élaborés (« jumeaux numériques ») aura pour effet de transférer la valeur vers le logiciel, le produit physique pouvant être réalisé à coût marginal faible. C'est une révolution potentielle considérable.

Les progrès de la robotisation permettront aussi de faire revenir de nombreuses productions dans les pays à coûts élevés de main-d'œuvre. C'est une bonne nouvelle pour nous, mais pas pour le Bangladesh.

La mondialisation des services et du télétravail. En contrepartie de la réduction des flux physiques, l'intégration stratégique globale par les données progressera dans les grandes firmes en réseaux. On assistera aussi sans doute à une mondialisation croissante des services, *via* le télétravail mondialisé.

Il y a là un enjeu social majeur, car le prolétariat des ateliers mondialisés pourrait être remplacé par un prolétariat numérique non moins précaire. On a beaucoup souligné le fait que le télétravail concernait surtout les métiers de cadres. C'est faux : un risque important est de voir se développer massivement les tâches numériques ultra-parcellisées, ressuscitant le travail domestique à la façon d'hier, comme dans le fameux modèle du *Mechanical Turk* d'Amazon.

Développer l'économie humano-centrée

« Réindustrialiser » le pays ne se fera que si des réformes de fond sont réalisées au niveau européen dans la régulation de la globalisation. Toutefois, cet objectif doit être replacé dans une vision plus large. Même si l'industrie manufacturière retrouve de la vigueur, ce qu'elle avait commencé à faire en France avant la pandémie, il ne faut pas rêver : les nouvelles unités seront plus petites, plus automatisées et demanderont du personnel plus qualifié. Le retour en masse des cols bleus n'aura pas lieu.

Le secteur manufacturier, les services et le numérique entremêlés. Les emplois se développeront en amont et en aval, dans les services aux entreprises, et continueront dans les services aux personnes et notamment dans l'immense nébuleuse du « care ». Le point important à mes yeux est de concevoir ce déplacement non pas comme une substitution, mais comme une *nouvelle articulation*. Nous entrons dans un monde « hyper-industriel » où le secteur manufacturier, les services et le numérique sont en réalité de plus en plus étroitement entremêlés.

De l'économie des objets à l'économie des usages. L'économie des objets devient progressivement une économie des usages et des expériences, les modèles économiques des industriels deviennent « serviciels ». L'économie de la propriété des objets évolue vers une économie de l'accès aux services.

En matière de mobilité, par exemple, le problème n'est pas seulement de verdir et de sauver l'industrie automobile existante. Il est d'inventer une économie de la mobilité comme service. C'est dans ces déplacements que se joue la bataille économique mais aussi écologique : comment consommer moins d'objets, mais enrichir la vie et créer de la valeur sociale par de nouveaux services, de nouveaux liens entre les personnes, non-marchands et marchands, beaucoup moins consommateurs d'énergie et de matière ?

Des enjeux sociaux essentiels. L'enjeu social et politique est décisif, et peut s'exprimer ainsi : comment refaire de ces emplois de service, considérés comme composantes de la nouvelle base productive hyper-industrielle, le socle d'une classe moyenne prenant le relais de celle des travailleurs qualifiés de l'industrie, de moins en moins nombreux, alors que toutes les dynamiques de ces dernières décennies n'ont cessé de précariser ces emplois ? Cela passe par plus de professionnalisation, et surtout par une reconnaissance réelle des compétences mises en œuvre, sous-valorisées dans le discours (emplois dits « faiblement qualifiés ») avant d'être sous-valorisés dans les fiches de paie.

Retrouver le récit d'une économie désirable dans le tournant écologique

Le grand impensé du sauvetage économique et de la transition écologique n'est pas celui du « comment », mais celui du « quoi » produire ? La « décarbonation » est

nécessaire, urgente, mais ne constitue pas par elle-même un projet de société susceptible de mobiliser les imaginaires. Nous concevons notre économie comme une sorte d'immense paquebot, dont nous discutons la motorisation, le fonctionnement, le menu du restaurant, mais pas la destination ! Il est urgent de retrouver le récit d'une économie désirable, compatible avec l'urgence écologique et la justice sociale.

Les secteurs liés à l'humain sources de création d'emplois. Des pistes existent. Regardons l'évolution de la demande dans nos sociétés dites avancées. Les secteurs vedettes, et qui vont le rester, sont la santé, le bien-être, l'alimentation de qualité, l'éducation, le divertissement, la mobilité, la sécurité. Ces secteurs ont un point commun : ils s'adressent à nous comme individus, à nos corps, à nos émotions, à nos cerveaux. C'est dans cette économie « humano-centrée », très différente de l'économie d'accumulation d'objets que nous connaissons depuis près d'un siècle, que se cachent les relais de création d'emplois dont nous aurons besoin pour compenser les pertes à venir dans les secteurs disqualifiés par le tournant écologique.

La santé, une économie des liens et des territoires. Cette économie de l'individu, pour se déployer réellement, est aussi et d'abord une économie des liens, des relations, des territoires. Le cas de la santé est emblématique. Nous la voyons limitée à la sphère médicalisée, mais elle va bien plus loin. Nous la distinguons comme un service public, un bien commun, et c'est crucial.

Toutefois, nous la percevons aussi et surtout comme un coût collectif venant s'imputer sur la production marchande, alors qu'elle est fondamentalement une formidable source d'activités et de valeur, sur un spectre très large d'emplois.

Un recentrement du regard sur les besoins essentiels. Ce décentrement ou plutôt ce recentrement du regard est essentiel. Donner la priorité à ces secteurs « humano-centrés », les remettre au cœur et non à la périphérie de l'économie productive, serait faire le bon pari sur l'avenir. En effet, ils sont à la fois ancrés territorialement et porteurs d'innovations innombrables qui fourniront les nouvelles bases d'exportation, moins fragiles que celles dont nous dépendons aujourd'hui. Ils sont aussi le support possible du récit dont nous manquons cruellement : celui du parcours réaliste, non utopique, vers une société différente recentrée sur les besoins essentiels.

**Auteur notamment de : La France des territoires, Défis et promesses, L'Aube, 2019 ; La Société hyper-industrielle. Le nouveau capitalisme productif, « La république des idées », Le Seuil, 2017 ; Dir. avec Thierry Weil, L'Industrie, notre avenir, Eyrolles, 2015 ; Mondialisation, villes et territoires. Une économie d'archipel, Paris, « Quadrige », PUF, 2014.*